



Ouvrir une “ place ” et la tenir : un collectif romani en état de siège

Lise Foisneau

► To cite this version:

Lise Foisneau. Ouvrir une “ place ” et la tenir : un collectif romani en état de siège. Terrain : anthropologie et sciences humaines [Anciennement : Carnets du patrimoine ethnologique ; Revue d'ethnologie de l'Europe], 2023, <10.4000/terrain.24740>. <halshs-04321107>

HAL Id: halshs-04321107

<https://shs.hal.science/halshs-04321107v1>

Submitted on 4 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Ouvrir une « place » et la tenir : un collectif romani en état de siège

How To Keep A Stopping Place : A Romani Collective in State of Siege

Lise Foisneau



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/terrain/24740>

DOI : 10.4000/terrain.24740

ISSN : 1777-5450

Éditeur

Association Terrain

Ce document vous est offert par INIST - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Référence électronique

Lise Foisneau, « Ouvrir une « place » et la tenir : un collectif romani en état de siège », *Terrain* [En ligne], Terrains, mis en ligne le 13 mars 2023, consulté le 04 décembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/terrain/24740> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/terrain.24740>

Ce document a été généré automatiquement le 16 mars 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Ouvrir une « place » et la tenir : un collectif romani en état de siège

How To Keep A Stopping Place : A Romani Collective in State of Siege

Lise Foisneau

NOTE DE L'ÉDITEUR

Le livre de Lise Foisneau, *Kumpania. Vivre et résister en pays gadjo* est publié aux éditions Wildproject, : <https://wildproject.org/livres/kumpania> (sortie le 17 mars 2023)



Un dispositif anti-caravane, Montpellier, 2020

Photo : Valentin Merlin

- 1 L'art de ne pas être gouverné a fait récemment l'objet d'études ethnographiques importantes (Shah 2010 ; Scott 2013 ; Martin 2016 ; Li 2020)¹. La plupart d'entre elles portent sur des collectifs qui vivent sur des portions du territoire de l'État peu ou mal contrôlées. Les lieux où on les rencontre ont été décrits comme des « zones refuges » (Scott 2013 : 47), des « zones-frontières » (Tsing 2020), des « interstices » ou encore comme des « marges ». Ces ethnographies insistent sur la manière dont les habitants de ces zones diversement nommées réussissent à conserver plus ou moins une certaine indépendance politique face à l'État et au zèle de ses délégués. Plus rares sont les ethnographies qui prennent pour objet des phénomènes de résistances analogues au sein de collectifs vivants au cœur du territoire des États. En empruntant un concept de Philippe Descola, nous appellerons ces groupes des « collectifs encastrés », ce qui rend bien compte de leur singularité (Descola 2016). Les collectifs ainsi nommés ne revendiquent pas d'appropriation de la terre et dépendent d'autres collectifs qui les dominent dans leur usage de la territorialité. Ils n'en demeurent pas moins pourvus de modes de vie politique singuliers marqués par un rapport à la spatialité irréductible au collectif dominant. En France, depuis plus de cent cinquante ans, des Roms dits « Hongrois », qui vivent aujourd'hui en caravane et qui sont catégorisés comme « gens du voyage », font ainsi exister dans l'espace national des formes politiques distinctes de l'État et de ses institutions. Pour disqualifier le caractère politique de l'assemblage et du désassemblage de ces collectifs, il est souvent affirmé que ceux-ci sont régis par un principe négatif, celui du désordre, de la simple contestation rebelle des structures étatiques. De fait, mes observations m'ont menée effectivement à devoir statuer sur le désordre, particulièrement à distinguer entre désordre intrinsèque et absence de planification ; mais elles m'ont aussi conduite à remettre en perspective le point de vue que les *gadjé* portent sur les « gens du voyage » en général, et notamment le préjugé infondé du caractère apolitique de leur organisation.
- 2 Après plusieurs années de voyage au sein d'un collectif de Roms dits « Hongrois », j'ai en effet pu constater que les départs et les arrivées dans un nouveau lieu étaient des moments anarchiques, et que les décisions de s'arrêter ou de repartir ne faisaient pas l'objet de délibérations collectives ni même de discussions préalables explicites entre les membres du collectif. Une telle absence de concertation et de prévision était illustrée aussi par le fait que, la plupart du temps, les membres de ces collectifs ne se disaient pas au revoir lorsqu'ils se quittaient. Ainsi, la dispersion des caravanes ressemblait-elle bien souvent à un sauve-qui-peut, chacun partant de son côté en essayant même parfois de semer les autres. La séparation du collectif semblait respecter l'une de leurs devises ironiques préférées : « Chacun pour soi et Dieu pour tous ». Lorsque je m'aventurais à poser des questions sur un prochain déplacement, mes voisins de caravane se moquaient affectueusement de moi, ne manquant pas de me rappeler que j'étais une vraie *gadjé*². Consulter les horaires de train, se donner un point de rendez-vous, réserver un camping ou un hôtel, se munir d'un GPS, bref le minimum d'anticipation qui organise la façon de voyager de bien des Français était considéré comme *gadjikanès* [à la façon des *gadjé*] par les membres du collectif au sein duquel je vivais : ce n'était clairement pas dans leurs habitudes.
- 3 Quand j'ai rapporté ces observations à l'occasion de premières présentations, certains anthropologues n'ont pas caché leur perplexité³. L'on me suggérait alors que si ces Roms ne discutaient pas entre eux des déplacements, c'était probablement parce qu'ils étaient déterminés par des activités économiques tellement ordinaires qu'il n'y avait

lieu ni d'en parler ni de les organiser. Certains s'interrogèrent même sur la réalité du phénomène, sinon sur la fiabilité de mon observation. Leurs réticences faisaient écho à certaines positions anthropologiques qui arguaient que « ceux qui reviennent du terrain avec un constat de désordre ont soit échoué dans leur travail, soit décrivent une société en crise »⁴ (Brachet & Scheele, 2019 : 262). Pour éviter de conclure trop vite à l'existence d'un tel désordre, j'ai élargi le cadre de mon enquête vers le moment symétrique du départ, celui de la recomposition d'un groupe lors de l'ouverture de ce que les Roms appellent « une place ». Or, comme je vais le montrer, cet assemblage ne se caractérise pas par son désordre, mais par une opération singulière d'encastrement par laquelle le collectif fait exister sa forme politique propre. Par ricochet, l'analyse de l'ouverture des « places » éclaire le désordre intrinsèque des départs : ceux-ci tiennent aux modalités mêmes de ces encastresments singuliers, éphémères et multilocalisés, mais réglés par des savoirs historiques d'un long temps de résistance.

L'invisibilité des Roms dits « Hongrois »

- 4 Le collectif romani dont il va être question dans cet article est composé majoritairement de Roms de nationalité française, dont les ancêtres sont arrivés en France de l'Est de l'Europe à la fin du XIX^e siècle. Plusieurs hypothèses, d'ailleurs compatibles entre elles, sont proposées pour expliquer ce que certains appellent une migration : la première est que leurs ancêtres étaient des esclaves nomades des principautés de Moldavie et de Valachie ayant quitté ces territoires au moment de l'abolition de l'esclavage en 1856 ; la seconde hypothèse part de l'idée que le fait « historique fondamental est antérieur et se situe lors de la révolution de 1848 en Autriche-Hongrie » (Lemaire de Marne 1989 : 56). De fait, les autres collectifs romani qui étaient déjà en France depuis le XV^e siècle ont appelé les nouveaux venus les « Hongrois » (« Zogrua » en manouche) ; ils sont encore connus aujourd'hui, au sein du monde du voyage français, comme étant des « Zongrois » et se désignent comme tels lorsqu'ils parlent avec d'autres Voyageurs. Au XXI^e siècle, parmi ces Roms dits « Hongrois » qui parlent romani, certains habitent dans des maisons (il en va ainsi de ceux dont l'anthropologue Patrick Williams a notamment décrit la cérémonie de fiançailles (1984)), tandis que d'autres vivent en caravane et font partie, à ce titre, des groupes que l'État a fait entrer dans la catégorie des « Nomades » en 1912, puis dans celle des « gens du voyage » à partir de 1969. Ces derniers forment les « compagnies des routes » (Williams 1984 : 185), et c'est sur eux que porte le présent article.
- 5 La qualité qui distingue sans doute le mieux les Roms « Hongrois » des autres collectifs romani et voyageurs est leur invisibilité. Rares sont ceux, parmi les Français en général, qui connaissent l'existence de personnes parlant romani comme les Roms migrants arrivés des pays de l'Est après la chute du mur de Berlin, mais dont les ancêtres sont Français depuis cent cinquante ans. Cette invisibilité est bien sûr le résultat des politiques répressives successives qui ont visé à les assimiler ou à les reléguer dans des catégories administratives disparates, mais elle est aussi une stratégie mise en œuvre par le collectif lui-même pour se protéger de ces mêmes politiques discriminatoires : moins l'on vous connaît, moins vous êtes saisissable (Williams 1984). Ce collectif dépend donc des *gadje* qui forment la société majoritaire pour accéder à ses lieux d'habitation et pour beaucoup d'autres choses, mais n'est pas entièrement déterminé par cette contrainte. À vrai dire, la dépendance des Roms « Hongrois » est plus multiple qu'il n'y

paraît : ils sont aussi liés au monde du voyage, et à l'ensemble des collectifs romani — la majorité des Roms en Europe ne voyagent pas. Formant un monde dans un monde où qu'ils soient (Piasere 1999), les Roms « Hongrois » peuvent également être décrits comme un collectif fugitif, pour reprendre une notion de Scott, à savoir un collectif qui entretient un rapport singulier d'évitement avec l'État (2013), mais il faut noter que cette propension à la fuite peut aussi être étendue à leurs relations à d'autres collectifs acéphales.

- 6 Il serait sans doute possible de décrire les pratiques de la territorialité des Roms « Hongrois » au prisme de l'illégalité et des illégalismes, mais je ne souhaite pas suivre cette voie pour de multiples raisons. Non seulement les illégalismes sont définis par l'État et ses lois, mais les membres du collectif avec lequel j'ai voyagé vivent en France où paraissent la plupart de mes publications. Est-il alors seulement possible de décrire des pratiques au prisme de l'illégalité sans nuire au collectif ethnographié ? À cette interrogation qui travaille constamment mes recherches, j'ai apporté pour le moment deux réponses pratiques. La première est de retourner un peu abruptement la notion d'illégalisme par celle de résistance en faisant une place à la revendication explicite de l'illégalisme comme moyen d'action politique. La seconde, qui complète la première, est de recourir à l'histoire : les pratiques que j'étudie aujourd'hui sont héritières de façons de faire plus anciennes, qui, en raison de la distance temporelle qui nous sépare d'elles, ne mettent pas en danger le collectif lorsqu'elles sont décrites (Foisneau 2022). Or, certaines de ces résistances les plus explicites apparaissent de façons extrêmement caractéristiques lors de l'installation des groupes dans un lieu nouveau : l'étude des tactiques de négociation et de non-négociation adoptées lors de l'ouverture de « places » nous permettra d'entrevoir concrètement les formes contemporaines de l'encastrement sans mettre en danger les concernés.

De l'importance politique d'ouvrir une « place »

- 7 Les Roms « Hongrois » qui vivent en caravane occupent différents types d'espace : des terrains dont ils sont propriétaires, des terrains qu'ils habitent sans droit ni titre, et des emplacements sur des aires d'accueil réservées aux « gens du voyage ». Quelle qu'elle soit, l'ouverture d'une « place » est un acte décisif de la vie de ces groupes : il s'agit de savoir où et avec qui l'on vivra dans les jours, les semaines ou les mois qui viennent. Le choix du voisinage, celui des caravanes alentour, est une action politique d'importance dans un collectif qui n'a pas d'assemblée délibérative ni d'instance de décision collective lorsqu'il est question de l'occupation d'un territoire. Les questions pratiques, « Avec qui je reste ? Où je me place ? », sont celles qui redonnent forme au collectif dans son entier. La manière dont on y répond prévient les conflits, les provoque, donne du pouvoir à certaines personnes et en retire à d'autres.
- 8 Pour comprendre ce mode d'organisation politique rythmé par des rencontres et la redistribution des membres du collectif, il est important de rappeler que les Roms « Hongrois » qui voyagent en France sont organisés en compagnies. Une *kumpania*, terme romani que j'ai pris l'habitude de traduire en français par « compagnie », est un rassemblement de durée limitée de personnes différentes à chaque fois, dans un lieu lui aussi différent, et dont les membres se considèrent comme appartenant au monde romanès. Le collectif des Roms « Hongrois » n'est donc pas composé de groupes de personnes déterminées par des liens de parenté qui voyageraient toujours les unes avec

les autres. Au contraire, la dispersion et la recomposition des membres des groupes, à savoir la fragmentation du collectif et sa redistribution, est la condition de son existence. De façon paradoxale pour un collectif qui vise à la discrétion, ces moments d'assemblages indispensables à l'organisation politique des compagnies sont aussi ceux où les interactions avec les représentants de l'État sont les plus nombreuses. À chaque fois que des Roms « Hongrois » s'installent pour former une compagnie quelque part, que ce soit dans un endroit désigné par l'administration ou ailleurs, il y a toujours un contact avec un représentant de l'État (un gestionnaire d'aire d'accueil, les forces de l'ordre, un assistant social, un médiateur, etc.)

- 9 La situation d'encastrement de ce collectif peut ainsi être très précisément décrite lors de l'ouverture d'une « place ». Deux modèles politiques se font face : d'un côté, les compagnies qui ont besoin d'un espace nouveau pour reconfigurer leurs liens politiques, de l'autre, l'État qui, par ses intermédiaires, contrôle et régule l'occupation du territoire qu'il s'est arrogé. Afin de saisir cette confrontation et la possibilité de négociation qui est alors ouverte ou non, trois scènes emblématiques de la façon dont les membres d'un collectif de Roms dits « Hongrois » font face à des représentants de l'État lorsqu'ils ouvrent une « place » peuvent être distinguées. Il ne s'agira pas ici de décrire les pratiques matérielles d'ouverture de places ni les modes de contournement des dispositifs anti-caravanes, même s'ils contribuent aussi à comprendre les modalités de l'encastrement, mais de se concentrer sur les interactions entre le collectif qui s'installe et les forces de l'ordre. Dans les trois cas, le collectif est le plus souvent dans l'illégalité par rapport à la législation française : depuis les lois Besson I et II, et la création des aires d'accueil et des aires de grands passages qu'elles rendirent obligatoires, les personnes catégorisées comme « gens du voyage » n'ont plus le droit de stationner dans l'espace public et sont contraintes de rejoindre ces endroits désignés par les autorités étatiques. Cependant, comme les aires d'accueil et les aires de grands passages sont très peu nombreuses et qu'elles sont fort peu hospitalières, les collectifs voyageurs considèrent comme légitime de s'installer dans d'autres lieux. Les trois exemples que nous avons choisis diffractent l'image de l'ordre et du désordre que les collectifs utilisent à des fins stratégiques dans les situations de face-à-face avec des représentants de l'État. De même que certains collectifs autochtones détournent des notions étatiques comme celles de « souveraineté » et de « nation » sur la scène politique internationale (Simpson 2014), nous montrerons comment des Roms « Hongrois » se servent en miroir de figures familières d'autorité de la société des *gadje*, notamment de la notion de « chef » et de « représentant », quand ils sont en situation de négociation.

« C'est qui le patron ? »

- 10 Pendant le troisième confinement, celui d'avril 2021, les expulsions de « gens du voyage » furent particulièrement nombreuses, ceci doit être rappelé pour bien comprendre le contexte de notre premier exemple. Au mois de mai 2021, mes voisins roms étaient en route pour la Suisse. Ce pays n'est pas seulement une destination fantasmée en raison de l'imaginaire de richesse qu'il charrie, il est surtout l'un des territoires où se retrouvent de façon non coordonnée de nombreux Roms itinérants provenant de divers pays européens. Certains des membres de la compagnie dont il va être question venaient tout juste d'être expulsés d'une place où ils n'avaient pu rester

que quelques jours, dans un département français voisin de la frontière. L'expulsion avait été accompagnée d'une interdiction d'accès au territoire de la communauté de communes pendant une semaine.

- 11 La place que mes voisins roms souhaitaient occuper était un parking d'un Leader Price en travaux, jouxtant le parking d'un restaurant Buffalo Grill, non loin de la frontière suisse. En raison du confinement, le Buffalo Grill était fermé. Les premières caravanes arrivèrent peu après le couvre-feu, vers 19 h. Des gendarmes en patrouille aux portes de la ville avaient suivi les premières caravanes : l'entrée de celles-ci sur le parking se fit donc en leur présence. À la fin de la manœuvre, un gendarme, assez jeune, s'adressa aux hommes pour leur demander de se mettre un peu plus loin, hors de son secteur. Il leur dit : « Moi si vous vous mettez du côté de la police nationale, ça m'arrange. Vous aurez moins d'emmerdes, parce qu'ils seront moins sur votre dos que nous. Le référé arrivera moins vite qu'avec nous⁵. » Plusieurs voix lui répondirent qu'ils n'étaient pas là pour rester, qu'ils n'étaient là que pour quelques jours le temps que l'interdiction d'accès au territoire de la communauté de communes où ils étaient précédemment prenne fin. Le gendarme montrait un certain agacement devant l'obstination des conducteurs à l'ignorer, mais continuait malgré tout à insister pour que les caravanes s'installent hors de son secteur, quitte à ce qu'elles soient garées sur le stade municipal. Sentant la pression monter, les conducteurs décrochèrent leur caravane et l'un d'entre eux, âgé de trente-cinq ans, que l'on appellera Aliosha pour l'occasion, s'avança vers les autres gendarmes qui étaient restés en retrait. Il leur dit :

— Tout le monde est agité parce qu'on nous fait partir de partout. On reste jusqu'à samedi, samedi on n'est plus là. On n'est pas là pour rester. C'est qui l'adjudant-chef ici ? C'est qui le patron ?

Un gendarme répondit :

— C'est moi le plus gradé, mais c'est pas moi qui gère l'intendance.

Aliosha renchérit sur un ton très enjoué :

— Bonjour Monsieur, voilà, moi je suis la famille Terka, c'est moi qui commande sur tout le monde. Je vais vous expliquer : nous, on est du midi, dans le Var, à côté de Saint-Tropez. Nous, on n'est pas comme les autres qui sont ici, qui restons des années et qui laissons des merdes, des poubelles et qui chiions de partout et qui cassons tout⁶.

Le gendarme essaya de l'interrompre sans succès, Aliosha reprit :

— Excusez-moi je vous coupe, mais ceux qui font ça, c'est des Roumains.

Le gendarme dit alors :

— Oui, mais vous n'avez pas idée du nombre de fois où on nous dit ça : « Nous, on n'est pas comme les autres. »

Aliosha continua, toujours aussi jovial :

— Vous allez voir que nous on est de parole. Nous, samedi on ne sera plus là.

— Et puis samedi, vous allez nous dire : « Je pars samedi d'après », répondit le gendarme.

Aliosha conclut par un : « Ah non, non, non. On est quelqu'un de parole. »

À la suite de cette discussion, les gendarmes relevèrent les plaques d'immatriculation de tous les véhicules pendant que les membres de la compagnie passaient à table.

- 12 Du point de vue de la compagnie, le discours d'Aliocha était positivement hilarant. Il comportait un double, voire un triple niveau de compréhension — qui n'était pas seulement le propre du discours caché des collectifs subalternes (Scott 2008). Comme l'a écrit Patrick Williams, « en même temps qu'elle renseigne sur un milieu ethnique, professionnel, religieux, etc., l'histoire drôle permet de vérifier qui appartient ou qui n'appartient pas à ce milieu » (1999 : 79). Dans la scène qui nous occupe, Aliocha se moque des gendarmes en utilisant un répertoire d'images commun aux *gadjé* et aux Roms français, celui des films et des publicités qui passent à la télévision française. Le premier échange mime le personnage joué par Louis de Funès dans la série *Le Gendarme*. La phrase : « C'est qui l'adjudant-chef ici ? » est un clin d'œil à la fameuse scène du *Gendarme se marie*⁷ où l'acteur passe son temps à faire répéter à son ancien supérieur qu'il est devenu l'adjudant-chef. Aliocha fait une seconde référence à cette série lorsqu'il dit aux gendarmes que son groupe vient « du Var à côté de Saint-Tropez » : vous l'aurez compris, évoquer Saint-Tropez devant un gendarme est une farce immanquable. La seconde référence télévisuelle sous-entendue par Aliocha est plus contemporaine : il s'agit de l'une des publicités pour le loueur de voitures Sixt qui date de 2014 où l'on voit un employé de Sixt demander à un client : « Et maintenant c'est qui le patron ? » ce à quoi le client répond en hurlant : « C'est moi le patron. »⁸ Lorsqu'Aliocha s'avance vers les gendarmes en demandant en apparence le plus sérieusement du monde : « C'est qui l'adjudant-chef ici ? C'est qui le patron ? », il entremêle les deux références avec malice.
- 13 Récitant un rôle bien composé d'acteur comique, Aliocha se présente aux gendarmes comme celui « qui commande sur tout le monde ». Son improvisation est doublement comique pour ses compagnons : non seulement elle subvertit le caractère dramatique de l'arrivée des forces de l'ordre, mais elle constitue une ruse en elle-même puisqu'il est évident aux yeux de la compagnie que personne ne saurait prétendre au titre de « chef » ni aux fonctions de commandement. L'ironie du faux rôle de représentant d'Aliocha est perceptible dans le passage de la première personne du singulier à la première personne du pluriel : « On est quelqu'un de parole ». Aliocha joue également sur les stéréotypes que les *gadjé* peuvent avoir sur « les Gitans », que ceux-ci seraient tous de la même famille et tous soumis à l'autorité de patriarches. On le remarque nettement quand il dit : « Moi je suis la famille Terka », il présente ainsi les personnes réunies sur la place comme étant une seule famille, alors que les habitants des caravanes présentes n'entretiennent pas tous des liens de parenté.
- 14 Le dernier niveau d'ironie appartient davantage à ce que Scott appelle le « discours caché » (2008). Lorsqu'Aliocha dit : « Nous on n'est pas comme les autres qui sont ici, qui restons des années et qui laissons des merdes, des poubelles et qui chiions de partout et qui cassons tout. [...] ça c'est des Roumains », il joue sur le racisme supposé des gendarmes envers les Roms migrants, qu'il nomme « les Roumains ». Mais pour comprendre l'ironie dissimulée de cette phrase, il faut préciser que la question des excréments est taboue chez les adultes, notamment lorsque les deux sexes sont réunis. Même lorsque les caravanes et les camping-cars en sont dotés, les toilettes intérieures ne sont jamais utilisées. De ce fait, quand on est un adulte et qu'il n'y a pas de toilettes extérieures, comme sur la plupart des installations illégales, « on va dans la nature » et on n'en parle pas. Plus généralement, dans une compagnie, vous n'entendrez jamais de blagues scatologiques. Les seules fois où les membres des compagnies sont contraints de parler d'excréments en public, c'est toujours en présence des *gadjé*. Lorsqu'une

compagnie s'installe quelque part, il est fréquent que les journaux locaux se focalisent sur la question des toilettes, allant même parfois jusqu'à illustrer leurs articles par des photographies de déjections. De ce fait, les *gadjé* sont perçus par les Roms comme des êtres « crus » pour reprendre les termes qu'ils emploient, c'est-à-dire comme des personnes mal éduquées qui parlent de choses impudiques — on remarque au passage que l'opposition du cru et du cuit auquel Scott fait référence comme d'une manière de dire la soumission à la hiérarchie des Han est ici inversée : les collectifs à État ne sont pas les seuls à se penser comme « cuits » (2013 : 166-167). Qu'Aliocha fasse le choix d'aborder cette thématique taboue pour être convainquant constitue aux yeux de la compagnie, une preuve du fait que les *gadjé*, en l'occurrence les gendarmes, ne sont pas civilisés et qu'il faut leur parler comme tels.

- 15 Dans ce premier exemple, Aliocha sent que ses voisins sont de plus en plus tendus en raison de la surveillance exercée par les gendarmes et des désagréments des expulsions à répétition dont ils sont victimes depuis quelques jours. Il décide donc de lui-même de jouer au représentant et d'aller à la rencontre des gendarmes pour donner une farce publique propre à détendre l'atmosphère. Il n'est en aucun cas un représentant authentique. L'humour dont il fait preuve est essentiel pour jouer ce rôle dans un contexte où, pour reprendre une expression de mes voisins, il ne fait pas bon « se croire plus que les autres », non seulement au sein du collectif, mais aussi en présence des *gadjé*. Il arrive en effet que des scènes de théâtralisation farcesque de prétendues délégations tournent mal. Si les gendarmes se montrent un peu trop les dupes de la farce, attribuant du pouvoir à celui qui s'adresse à eux, les membres de la compagnie peuvent changer de registre très rapidement, et montrer ostensiblement que le prétendu représentant n'a aucun pouvoir, allant parfois jusqu'à s'en prendre à lui. L'humour d'Aliocha n'a donc pas seulement pour but de se moquer des gendarmes, mais aussi de se moquer de lui-même, afin d'éviter que la situation ne se retourne contre lui.

Un chef en figure d'épouvantail

- 16 Le second exemple est une scène que l'on peut observer régulièrement lors de l'ouverture des places. Lorsqu'une compagnie se forme dans un espace auquel ses membres n'ont pas de droit d'accès spécifique, les forces de l'ordre mandatées par la commune concernée veulent systématiquement parler au « chef », au « responsable », au « patriarche » ou de manière plus générale, à un « représentant ». Il ne leur vient pas à l'idée que les compagnies puissent ne pas être dirigées ; les *gadjé* supposent toujours que quelqu'un est habilité à prendre des décisions pour toutes les personnes présentes et que ce quelqu'un est un homme. Autrement dit, ils projettent une structuration hiérarchique sur le groupe rassemblé sur la place. Comme ce n'est pas le cas, le quiproquo est source de plaisanteries : la demande de rencontrer le « chef » est prétexte à de nombreuses farces.
- 17 Lors de l'été 2017, alors que nous nous installions sur le parking d'un supermarché Auchan dans le département des Bouches-du-Rhône, des policiers nationaux demandèrent à parler au « chef » ou au « représentant ». Certaines personnes de la compagnie désignèrent alors du doigt Yoshka, un homme de soixante-cinq ans, en disant : « Il faut parler à Jean-Michel. » Yoshka s'avança en disant : « Oui, c'est bien moi Jean-Michel, je suis l'homme le plus vieux et l'homme le plus important ici. Toutes les

personnes que vous voyez autour de vous sont ma famille. » Après quoi, les policiers s'adressèrent exclusivement à lui, répétant qu'ils le tenaient pour « responsable » des dégradations éventuelles et de la suite du séjour.

- 18 Or, les quatre affirmations de Yoshka étaient fausses : il ne s'est jamais appelé Jean-Michel, il n'était pas l'homme le plus vieux, il n'entretenait de liens de parenté qu'avec les occupants de deux caravanes, et malgré tout le respect que je dois à sa mémoire — il est décédé du Covid à l'hôpital en janvier 2021 —, il n'était pas un homme « important » du collectif, du moins pas au sens où les habitants de la place l'entendaient. Malgré l'affection que mes voisins portaient tous à Yoshka, ce dernier ne faisait pas partie des hommes d'un âge avancé qui sont « appelés » à siéger dans une *kriss* (qui est l'instance de règlement des conflits), tout comme il n'était parrain d'aucun enfant. Qui plus est, il n'était pas rare que certains membres des compagnies avec qui ils vivaient se moquent de lui.
- 19 Face à ces policiers exigeant de parler à un « représentant », mes voisins indiquèrent la personne qu'ils s'accordaient à trouver la moins susceptible d'incarner une figure de chef, avec la complicité de l'intéressé. Pour autant, ils ne se moquaient pas de Yoshka, qui se prêta très volontiers au jeu — les dindons de l'histoire étaient les seuls policiers. Très souvent, lors des détournements farcesques d'une demande de représentant, pas seulement de la part de forces de l'ordre, mais aussi de journalistes, le représentant autodésigné ou désigné par les membres de la compagnie possède évidemment toutes sortes de qualités, sauf celles qui reviennent usuellement à un « chef » si l'on s'en tient à la typologie des *gadje*.

Être responsable de sa caravane

- 20 Bien que le dernier exemple soit assez différent des deux premiers, il est également très fréquent, notamment lorsque les caravanes réunies sont nombreuses. En France, en effet, il est difficile de voyager à plus d'une dizaine de caravanes. Pour contourner cette difficulté, l'une des stratégies employées par les collectifs romani et voyageurs est de former de grands groupes à prétexte religieux, des « missions » chez les évangélistes ou des « rassemblements » chez les catholiques. Le fait de dire que l'on se réunit dans le but de prier Dieu permettrait, selon les membres de ces collectifs, non seulement de ne pas apparaître comme une menace, mais aussi de justifier le rassemblement de plusieurs centaines de caravanes, en appelant à une « raison » moralement supérieure à celle de l'autorité de l'État. À vrai dire, ce motif suffit rarement à amadouer les maires qui signalent aussitôt ce type d'installations aux forces de l'ordre, notamment lorsqu'elles n'ont pas lieu dans les aires de grand passage, mais dans des espaces publics.
- 21 Au cours de l'été 2015, un rassemblement qui s'était formé sur un stade, près de Marseille, a fini par constituer une compagnie d'une centaine de caravanes, composées par des Roms « Hongrois » français, espagnols et italiens. Alors que nous étions installés depuis plusieurs heures et que je discutais avec Tschurka, un homme de cinquante ans, un petit garçon accourut en l'interpellant : « Papo [grand-père] ! Papo ! C'est toi le responsable ? » Tschurka répondit en se frottant le ventre : « Ah oui, oui ! C'est moi le responsable. » Le petit garçon précisa alors le sens de sa question : les policiers venaient d'arriver et ils demandaient à parler au « responsable ». Tschurka ajouta alors, « Oui, oui, je suis responsable... de ma caravane ! » et disparut aussitôt. Au

milieu de la place se tenaient quatre policiers, dont la seule présence avait mis mes voisins en effervescence. L'apparition des policiers avait provoqué une disparition immédiate de tous les adultes. Seuls les enfants tournoyaient autour des uniformes. En désespoir de cause, les policiers hélèrent une femme qui répondit qu'elle ne comprenait pas le français. Les policiers repartirent bredouilles : sur les deux cents adultes présents sur la place, aucun n'avait souhaité leur parler.

- 22 À la différence des deux précédentes saynètes, personne ne fut désigné ou ne se désigna comme « responsable » pour répondre aux questions des policiers. Au contraire, mes voisins donnèrent à voir leur collectif tel qu'il était, chacun vaquant à ses propres affaires. Les policiers ne trouvèrent pas d'interlocuteur parce que personne n'était habilité à prendre la parole au nom du collectif et que l'installation était suffisamment avancée pour permettre d'ignorer la présence des policiers. Les forces de l'ordre n'eurent aucune prise sur le rassemblement.

Savoir accrocher sa caravane et partir : principe d'autonomie et d'égalité des compagnies des routes

- 23 Avant d'analyser plus avant ces trois exemples, la question se pose de savoir s'il y a un rapport entre les tactiques adoptées lors de l'installation des groupes et la durée de leur stationnement. Qu'est-il donc advenu de ces trois compagnies ? (1) L'occupation de la première place, ouverte en mai 2021 dans un département jouxtant la Suisse, fut de courte durée : au bout d'une semaine, les occupants reçurent une nouvelle mise en demeure d'évacuer le site où ils s'étaient installés sans autorisation. La compagnie se dispersa avant l'intervention des forces de l'ordre. (2) L'occupation de la seconde place, sur le parking d'un supermarché Auchan dans les Bouches-du-Rhône en 2017, dura un peu plus longtemps : la mise en demeure n'arriva qu'au bout de trois semaines. (3) Concernant le troisième exemple qui était celui du large rassemblement près de Marseille, le stade resta occupé plusieurs mois par des compagnies différentes — même si le discours des élus montrait qu'ils pensaient qu'il s'agissait des mêmes personnes pendant toute l'occupation. La dernière compagnie se sépara et quitta le stade sans contrainte extérieure — après son départ, la commune fit retourner l'herbe du stade pour empêcher de nouvelles installations, et quelques mois plus tard, le stade fut transformé en circuit de motocross afin de « régler définitivement la question » selon le vocabulaire de la députée-maire, membre du parti Les Républicains.
- 24 Si l'on s'en tient à ces trois exemples qui ont été choisis pour leur caractère emblématique, l'on pourrait faire l'hypothèse que moins les autorités locales ont de prise sur le collectif, plus il est difficile de déloger les caravanes, même si d'autres facteurs sont également à prendre en compte, comme la taille du rassemblement. Je ne m'aventurerais cependant pas de ce côté-là, parce que ce qui me semble important est que, dans tous les cas, à chaque installation, malgré le raffinement ou l'efficacité momentanée des stratégies, les compagnies vivent en sachant qu'il leur faudra partir, le plus souvent sous la contrainte. Et c'est précisément ce départ obligé et ce jeu perdu d'avance qui font la singularité de leur situation d'encastrement : les collectifs romani sont en réalité expulsés sans cesse de tous les lieux, excepté des aires d'accueil, et encore sous condition. Leur encastrement n'est possible que par un usage différent de la territorialité que celui de la société majoritaire : les Roms « Hongrois » ont des modes propres d'habitation du territoire, indépendants de ce que les *gadjé* et les forces de

l'ordre en perçoivent ou de ce qu'ils projettent. Cette territorialité singulière prend la forme de résistances aux contraintes spatiales imposées par les *gadjé*, notamment aux lieux qui leur sont dédiés comme les aires d'accueil des gens du voyage, mais aussi par la capacité de déploiement d'un monde dans les interstices et les zones délaissées des planifications urbaines contemporaines⁹.

- 25 Aux yeux des *gadjé* qui observent l'installation illégale d'une compagnie, les nouveaux occupants d'un terrain forment un « groupe » défini et identifiable, comme si une telle occupation résultait d'une action coordonnée, impulsée par la décision d'un chef ou d'une instance représentative. Une telle supposition n'est pas absurde : les risques pris lors de l'ouverture des places sont très grands. Il faut imaginer les forces matérielles nécessaires au déplacement des installations anti-caravanes, les compétences mobilisées pour brancher l'électricité et l'eau et les répartir entre toutes les caravanes, la pression des forces de l'ordre et l'étape délicate du placement des caravanes. Pour des observateurs extérieurs, il est inconcevable que les personnes qui s'installent ainsi sur un terrain ne se connaissent pas au préalable et n'agissent pas en fonction d'un plan concerté. Or, il n'en est rien. Si les rencontres et les séparations des compagnies participent bien d'une forme d'ordre, celui-ci n'est ni régi ni centralisé par une autorité. L'une des caractéristiques des compagnies est au contraire que chaque caravane demeure toujours une entité autonome, ne dépendant que des adultes qui l'habitent. Quand tel ou tel se présente incidemment comme le chef d'un collectif, cette apparente hiérarchisation n'est qu'un miroir déformant tendu à la société des *gadjé*. Les membres du collectif des Roms « Hongrois » revendiquent une organisation où chacun est indépendant et où il ne fait pas bon se « croire plus que les autres ». Si le lexème d'égalité n'a pas de traduction terme à terme en romani, la périphrase « se croire plus que les autres » est d'un usage courant et sert particulièrement aux membres des compagnies à caractériser les mœurs des *gadjé* par différence avec les leurs. Le fait de s'appliquer à ne pas « se croire plus que les autres » est un idéal de conduite déclaré et immédiatement rappelé à celui ou celle qui semble y contrevenir.
- 26 Sans prendre parti dans les vives controverses actuelles sur la pertinence de l'usage anthropologique du concept politique d'égalité pour décrire certaines sociétés de chasseurs-cueilleurs (Graeber 2021 ; Scheele 2021 ; Buitron & Steinmüller 2020), on ne court guère de risque à affirmer que l'égalité est une valeur revendiquée par les compagnies des routes aujourd'hui en France. Comment cette valeur d'égalité est-elle traduite pratiquement ? L'indépendance réelle des composantes de la compagnie, qui permet à chacun d'avoir un pouvoir équivalent sur les changements de configuration réguliers des groupes, en est le principe politique élémentaire. Cette égalité concrète est assez proche de ce qu'Eleanor Leacock décrit comme « autonomie » (Graeber 2021 : 170 ; Leacock 1978) ; il ne s'agit pas d'avoir un statut égal, mais une égale liberté d'action. Une telle organisation acéphale est soigneusement entretenue : il n'est ainsi pas rare qu'une compagnie se désagrège pour mettre fin au pouvoir d'un de ses membres jugé soudain excessif. L'élasticité des compagnies rend possible une multitude de configurations dans lesquelles chacun peut jouer à son tour un rôle marquant au sein du collectif, sans que l'on puisse parler d'une rotation concertée. L'ouverture régulière de « places » nouvelles a donc une importance vitale : celle-ci n'exprime pas tant un goût de la mobilité pour elle-même que le sens aigu des effets politiques produits par la recomposition des groupes rendue possible par l'installation en des lieux nouveaux. La liberté d'aller où l'on souhaite et avec qui l'on veut à tout moment est fondamentale : en renouvelant son voisinage, c'est l'ensemble de la compagnie que

l'on reconfigure. Pour se débarrasser d'un voisin ou d'une voisine trop encombrants — généralement quelqu'un qui abuse d'une qualité (bien parler, avoir de l'argent, etc.) pour imposer sa volonté aux autres —, il suffit d'atteler sa caravane à sa voiture et de partir rejoindre d'autres caravanes sur un autre terrain. L'égalité politique dépend de la possibilité d'« ouvrir des places » et de trouver de nouveaux lieux où se réunir.

Diplomatie vs guérilla

- 27 Les ouvertures de « places » ont une très grande visibilité dans la presse locale et régionale notamment durant les mois d'été. Ces installations, parfois décrites par les journalistes comme des « invasions » ou des « occupations sauvages », sont décisives dans la composition des collectifs romani et voyageurs. Si j'ai choisi de présenter dans cet article des installations sans représentant ou avec des représentants carnavalesques, il est important de mentionner qu'à l'échelle de l'ensemble du monde du voyage français (et non uniquement des Roms « Hongrois ») existe une variété de stratégies plus larges allant de la constitution d'associations de défense des « gens du voyage » avec porte-parole *ad hoc*, à la représentation déléguée aux pasteurs évangéliques, et toute une gamme de situations intermédiaires ; il n'y a pas grand sens à vouloir faire correspondre chaque situation à une stratégie déterminée. Ainsi, on voit parfois des collectifs utilisant un matériel impressionnant pour détruire les dispositifs anti-caravanes dans une confrontation directe aux forces de l'ordre, mais aussi des collectifs qui succéderont aux premiers sur une place déjà ouverte en toute discrétion. Pour appréhender la relation politique des collectifs romani et voyageurs avec l'État, y compris les collectifs les plus fugitifs et les plus insaisissables, il faut donc tenir compte de l'échelle du macro-collectif, et du fait de l'existence de groupes qui s'imposent par moment sans éviter les rapports de force avec les représentants de l'ordre public, bien plus que de l'existence officielle de représentants mandatés, le plus souvent manipulés par l'État. Les représentants des « gens du voyage » que l'on voit émerger sur la scène médiatique peuvent schématiquement se répartir en trois catégories principales : un très petit nombre appartiennent à des associations loi 1901 selon le modèle de la représentation de la société civile qui existe chez les *gadjé* ; la majorité d'entre eux est à l'image des « rois des gitans » d'autrefois qui renvoient en miroir des stéréotypes à ceux qui viennent les trouver ; il existe enfin une troisième catégorie de personnes n'ayant souvent qu'un pied dans le monde du voyage, voire n'ayant jamais voyagé, qui s'autoproclament porte-parole. Cette activité est pour eux une raison d'être et un métier, bien que leur prétention à la représentation soit d'autant plus discutable qu'ils ne représentent d'autant moins les Voyageurs et les Roms qu'ils sont eux-mêmes parfois des *gadjé*. Il apparaît donc clairement, sauf dans le cas isolé des représentants associatifs, que les collectifs romani et voyageurs ne pratiquent pas la délégation de parole dans leur rapport direct avec les représentants de l'État pour l'ouverture et l'occupation de « places ». Comment caractériser alors les échanges qui accompagnent les installations et notamment celles des Roms « Hongrois » ?
- 28 Si l'on se réfère à la littérature ethnographique contemporaine portant sur la délégation de la parole ou la représentation, le concept de « diplomatie » pourrait être avancé : il présente certains avantages pour caractériser le type d'échanges qui ont lieu (Morizot 2016 ; Stépanoff 2020). Cependant, sur un plan politique et historique plus large, la notion même de « diplomatie » qui provient du champ lexical des

administrations centralisées des États et qui apparaît en français à l'époque moderne ne semble guère appropriée (CNRTL). D'une part, parce que dans le cas des Roms « Hongrois » ou plus largement des « gens du voyage », l'État ne déploie pas ses institutions de négociation : les forces de l'ordre envoyées systématiquement lors des ouvertures de place ne sont pas là pour discuter et ne sont pas mandatées pour cela. Face à elles, les Roms, qui leur opposent l'horizontalité et la subversion, ou encore la disparition, ne cherchent en fait pas davantage à instituer des relations de négociation. Leur objectif est surtout de ne donner aucune prise aux forces de l'ordre sur leur organisation interne et sur leur monde ; il s'agit pour eux à l'inverse de délégitimer et, si possible, de dérouter la violence d'État. Les membres des compagnies ne se positionnent ainsi ni comme des contrevenants qui reconnaîtraient implicitement l'existence d'un délit ni comme des personnes revendiquant leurs droits, ce qui serait d'une façon ou d'une autre entrer dans la dialectique étatique. Mais si la notion de diplomatie semble peu appropriée dans notre cas, c'est aussi, non seulement parce qu'il n'y a pas d'intention de négociation des deux côtés, mais encore et surtout qu'il n'y a rien à négocier. Ce que l'on observe en revanche, est l'existence de fait d'une occupation d'un fragment de territoire par les compagnies des routes, ensuite que cette occupation se passe d'une façon somme toute assez routinière même si elle est conflictuelle, et enfin qu'elle est le plus souvent une atteinte au régime de la propriété publique ou privée, imposé par l'État au nom de sa souveraineté. Plutôt que le paradigme et la métaphore de la diplomatie, celui des guérillas conviendrait davantage à la description de l'ouverture des « places », à cette différence près que la lutte n'a pas pour enjeu la prise du pouvoir d'État, mais simplement l'occupation momentanée d'un fragment de territoire. Du fait même de cet enjeu, dès le moment de l'ouverture d'une « place », les compagnies des routes sont en état de siège¹⁰.

29 L'impression de désordre que j'ai évoquée au début de cet article lors des départs s'éclaire désormais. La dispersion chaotique qui n'a pas été délibérée ni préalablement évoquée est une tactique qui répond à cet état de siège ; elle est d'autant plus efficace que le collectif constitué à un endroit ne se déplace pas en groupe. Il se divise sans que personne ne sache où vont les autres. La dispersion déplacera l'état de siège à un autre endroit avec un autre groupe, et ainsi de suite. Il faut insister cependant sur le fait que si les divisions et les recompositions des compagnies sont propres à leur forme d'organisation politique, la déroute qui a lieu au moment des dispersions est bien un effet d'État, un désordre irréductible lié à la situation d'encastrement mobile qui est la leur sur le territoire de l'État. Cette situation tient évidemment à ce que les Roms « Hongrois » sont majoritairement Français ou citoyens d'Europe de l'ouest. Ce point est décisif : non seulement parce qu'il rend possible le caractère perpétuel des installations et des dispersions du macro-collectif sur le territoire national, mais aussi parce que les compagnies des routes ne sont pas des isolats et qu'elles sont traversées par des flux internes incessants de départs et d'arrivées de personnes vers le monde des *gadje*¹¹.

30 C'est sur ce paradoxe que je voudrais conclure : après avoir décrit des situations de conflits, de domination, de luttes territoriales et d'encastrement, il me semble nécessaire de souligner l'ouverture des compagnies des routes, qui témoigne du caractère éminemment politique de leur relation à l'État. Les compagnies des routes ne sont pas seulement un collectif réactif tirant sa force de sa capacité de résistance et de lutte ; ce qui fait son propre est aussi une autre manière, non exclusive, de se rapporter

à l'espace et de s'assembler. Elles constituent ainsi un exemple remarquable d'une autre organisation politique qui coexiste avec un État sur son territoire.

BIBLIOGRAPHIE

ALLARD OLIVIER, 2019.

« Trafics citoyens aux marges de l'État », *Terrain*, « Terrains ». En ligne : <https://doi.org/10.4000/terrain.18541>

BITRON NATALIA & HANS STEINMÜLLER, 2020.

« Les fins de l'égalitarisme », *L'Homme*, vol. 236, n° 3, p. 5-44. En ligne : <https://doi.org/10.4000/lhomme.37923>

BRACHET JULIEN & JUDITH SCHEELE, 2019.

The Value of Disorder. Autonomy, Prosperity and Plunder in the Chadian Sahara, Cambridge, Cambridge University Press.

DESCOLA PHILIPPE, 2005.

Par-delà nature et culture, Paris, Gallimard.

DESCOLA PHILIPPE, 2016.

Les usages de la terre. Cosmopolitiques de la territorialité, cours au Collège de France. En ligne : <https://www.college-de-france.fr/agenda/cours/les-usages-de-la-terre-cosmopolitiques-de-la-territorialite/les-usages-de-la-terre-cosmopolitiques-de-la-territorialite-1-0>

DESCOLA PHILIPPE & ALESSANDRO PIGNOCCHI, 2022.

Ethnographies des mondes à venir, Paris, Seuil.

FOISNEAU LISE, 2022.

Les Nomades face à la guerre (1939-1946), Paris, Klincksieck.

GRAEBER DAVID et DAVID WENGROW, 2021.

Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité, Paris, Les liens qui libèrent.

HEUSCH de LUC, 1965.

À la découverte des Tsiganes : une expédition de reconnaissance, Bruxelles, Éditions de l'Institut de Sociologie.

LEACOCK ELEANOR, 1978.

« Women's status in egalitarian society: implications for social evolution », *Current Anthropology*, vol. 19, p. 247-276.

LEMAIRE DE MARNE PHILIPPE, 1989.

« Le récit autobiographique : images de soi et réalité d'autrui », in Patrick Williams (dir.), *Tsiganes : Identité, Évolution*, Paris, Syros, p. 53-72.

LI TANIA, 2020.

Agir pour les autres. Gouvernamentalité, développement et pratique du politique, Paris, Karthala.

MARTIN NASTASSJA, 2016.

Les âmes sauvages : face à l'Occident, la résistance d'un peuple d'Alaska, Paris, La Découverte.

MORIZOT BAPTISTE, 2016.

Les diplomates. Cohabiter avec les loups sur une autre carte du vivant, Marseille, Wildproject.

PIASERE LEONARDO, 1999.

Un mondo di mondi. Antropologia delle culture rom, Napoli, L'Ancora.

SCHEELE JUDITH, 2021.

« Égalité et égalitarisme en anthropologie. Quête des origines ou quête des possibles ? », *La Vie des idées*. En ligne : <https://laviedesidees.fr/Egalite-et-egalitarisme-en-anthropologie.html>.

SCOTT C. JAMES, 2008.

La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne, Paris, Édition Amsterdam.

SCOTT C. JAMES, 2011.

« La montagne et la liberté », *Critique internationale*, n° 11, p. 85-104.

SCOTT C. JAMES, 2013.

Zomia ou l'art de ne pas être gouverné, Paris, Seuil.

SHAH ALPA, 2010.

In the Shadows of the State: Indigenous Politics, Environmentalism and Insurgency in Jharkhand, India, Durham, Duke University Press.

STEWART MICHAEL & PATRICK WILLIAMS, 2011.

Des Tsiganes en Europe, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme.

SIMPSON AUDRA, 2014.

Mohawk Interruptus. Political Life Across the Borders of Settler States, Durham, Duke University Press.

STÉPANOFF CHARLES, 2020.

« Une vie sans diplomates est-elle possible ? », *Terrain*, n° 73, p. 66-87.

TSING ANNA, 2020.

Friction. Délires et faux-semblants de la globalité, Paris, La Découverte.

WILLIAMS PATRICK, 1984.

Mariage tsigane. Une cérémonie de fiançailles chez les Rom de Paris, Paris, L'Harmattan.

WILLIAMS PATRICK, 1999.

« L'histoire drôle comme instrument de connaissance », in Eliane Daphy & Diana Rey-Hulman, *Paroles à rire*, Paris, Inalco, coll. « Colloques Langues'O », p. 77-87.

NOTES

1. Cet article a d'abord pris la forme d'une intervention dans le séminaire passionnant d'Olivier Allard à l'EHESS, « Anthropologie de l'État/Anthropologie contre l'État » (2021).

2. Gadjo, i, é : du romani, celui ou celle qui n'est pas rom.

3. Mes observations à propos des décisions implicites retrouvent ici celles d'autres ethnographies de collectifs nomades, dans des contextes au demeurant très différents. Dans *Ethnographies des mondes à venir*, Philippe Descola donne l'exemple de l'anthropologue norvégien Fredrik Barth qui explique n'avoir jamais compris à quel moment les Basseri, des nomades du sud de l'Iran, prenaient la décision de quitter l'endroit où ils étaient installés : « Sans que personne n'ait donné le signal du départ, tout à coup, tout le monde pliait bagage » (Descola Pignocchi 2022 : 26).

4. Traduction de l'auteur. Cette citation ne reflète pas la position de Judith Scheele et Julien Brachet, qui font référence à la controverse autour de la description des Iks de Turnbull (1972).

5. Dans cette phrase, le mot « référé » renvoie à la procédure d'expulsion entreprise par les autorités locales.
 6. La terminaison en « ons » des verbes à la troisième personne du pluriel est caractéristique du « parler voyageur ».
 7. Extrait du *Gendarme se marie* : <https://www.youtube.com/watch?v=YOdRE1OecXE>
 8. Extrait de la publicité Sixt, « C'est qui le patron ? » : <https://www.youtube.com/watch?v=DRIuRR8jSSM>
 9. Cet article se concentre sur le moment de l'ouverture d'une « place » afin d'illustrer la situation d'encastrement qui est celle des Roms « Hongrois » en France. Cette situation peut cependant être décrite par d'autres aspect du rapport à la territorialité de ce collectif, comme l'habitat sur une aire d'accueil des gens du voyage ou la vie sur un terrain dont des Roms sont propriétaires. Ces exemples sont développés dans un ouvrage à paraître, Lise Foisneau, *Kumpania. Vivre et résister en pays gadjo*, Marseille, Wildproject, 2023.
 10. La métaphore d'un « état de siège » a d'abord été utilisée par Luc de Heusch (1965) pour parler des Roms en Europe de façon générale, puis par Michael Stewart (2011). Notre usage s'inscrit dans cette tradition, mais en diffère en ce qu'il resserre la focale sur les modes contemporains d'accès et d'habitation éphémère d'un territoire.
 11. A propos de cette porosité entre collectifs étatiques et autres formes d'organisation politique, lire Scott (2001).
-

RÉSUMÉS

L'encastrement du collectif des Roms « Hongrois » sur le territoire de la France métropolitaine indique une limite à l'hégémonie du modèle étatique. D'autres formes politiques que celle de l'État semblent ainsi persister au sein même des États-nations européens. C'est du moins l'hypothèse examinée dans cet article, prenant pour exemple le rapport à la territorialité de certains Roms dits « Hongrois », catégorisés comme « gens du voyage » par l'administration française. Alors que les espaces où ceux-ci peuvent installer leurs caravanes disparaissent du fait d'une longue suite de politiques publiques anti-nomades, les « compagnies des routes » retournent l'état de siège dans lequel ils se trouvent en art de résistance.

INDEX

Keywords : Roma, travellers, under siege, State, territoriality

Mots-clés : Roms, encastrement, gens du voyage, territorialité, État

AUTEUR

LISE FOISNEAU

Anthropologue, chargée de recherche au CNRS, IDEMEC, UMR 7307